



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1995/40/Add.50
28 décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSÉ SUCCINCT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LES QUESTIONS
DONT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EST SAISI ET SUR L'ÉTAT
D'AVANCEMENT DE LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/1995/40 du 16 janvier 1995, S/1995/40/Add.2 du 25 janvier 1995, S/1995/40/Add.14 du 21 avril 1995, S/1995/40/Add.39 du 11 octobre 1995 et S/1995/40/Add.47 du 8 décembre 1995.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 23 décembre 1995, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La situation à Chypre (voir S/11185/Add.28, S/11185/Add.29, S/11185/Add.32, S/11185/Add.34, S/11185/Add.49, S/11593/Add.7, S/11593/Add.8, S/11593/Add.9, S/11593/Add.10, S/11593/Add.23, S/11593/Add.24, S/11593/Add.49, S/11935/Add.23, S/11935/Add.24, S/11935/Add.50, S/12269/Add.24, S/12269/Add.35, S/12269/Add.36, S/12269/Add.37, S/12269/Add.50, S/12520/Add.23, S/12520/Add.45, S/12520/Add.47, S/12520/Add.49, S/13033/Add.23, S/13033/Add.49, S/13737/Add.23, S/13737/Add.49, S/14326/Add.22, S/14326/Add.50, S/14840/Add.24, S/14840/Add.50, S/15560/Add.24, S/15560/Add.46, S/15560/Add.50, S/16270/Add.17, S/16270/Add.18, S/16270/Add.23, S/16270/Add.49, S/16880/Add.23, S/16880/Add.37, S/16880/Add.49, S/17725/Add.23, S/17725/Add.49, S/18570/Add.23, S/18570/Add.50, S/19420/Add.24, S/19420/Add.50, S/20370/Add.22, S/20370/Add.49, S/21100/Add.10, S/21100/Add.23, S/21100/Add.28, S/21100/Add.49, S/21100/Add.50, S/22110/Add.23, S/22110/Add.40, S/22110/Add.49, S/22110/Add.51, S/23370/Add.14, S/23370/Add.23, S/23370/Add.28, S/23370/Add.34, S/23370/Add.47, S/23370/Add.50, S/25070/Add.19, S/25070/Add.21, S/25070/Add.23, S/25070/Add.50, S/1994/20/Add.9, S/1994/20/Add.23, S/1994/20/Add.29, S/1994/20/Add.50 et S/1995/40/Add.24)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3608e séance, le 19 décembre 1995, conformément à ce qui avait été convenu lors de consultations antérieures; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/1995/1020 et Add.1).

Le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution qui avait été élaboré lors des consultations du Conseil (S/1995/1045).

Le Conseil de sécurité a ensuite mis aux voix le projet de résolution S/1995/1045 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1032 (1995) (pour le texte, voir S/RES/1032 (1995); à paraître dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995).

Agenda pour la paix : diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix (voir S/23370/Add.26, S/23370/Add.43, S/25070, S/25070/Add.4, S/25070/Add.8, S/25070/Add.13, S/25070/Add.17, S/25070/Add.21, S/1994/20/Add.17 et S/1994/20/Add.29; voir également S/23370/Add.4, S/1994/20/Add.43 et S/1995/40/Add.2)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3609e séance, le 19 décembre 1995, conformément à ce qui avait été convenu lors de consultations antérieures. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur les arrangements relatifs aux forces en attente pour le maintien de la paix (S/1995/943).

Le Président a indiqué que, à la suite de consultations entre les membres du Conseil, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte, voir S/PRST/1995/61) et qui sera publiée dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995).

La situation en ce qui concerne le Sahara occidental (voir S/11593/Add.42, S/11593/Add.44, S/19420/Add.38, S/21100/Add.25, S/22110/Add.17, S/23370, S/25070/Add.9, S/1994/20/Add.12, S/1994/20/Add.29, S/1994/20/Add.45, S/1995/40/Add.1, S/1995/40/Add.14, S/1995/40/Add.20, S/1995/40/Add.25 et S/1995/40/Add.37)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3610e séance, le 19 décembre 1995, comme convenu lors de consultations antérieures. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/1995/986).

Le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution établi au cours des consultations préalables (S/1995/1013).

Le Conseil de sécurité a ensuite mis aux voix le projet de résolution S/1995/1013 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1033 (1995) (pour le texte, voir S/RES/1033 (1995); à paraître dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995).

Agenda pour la paix : maintien de la paix (voir S/1994/20/Add.43; voir également S/23370/Add.4, S/23370/Add.26, S/23370/Add.43, S/25070, S/25070/Add.4, S/25070/Add.8, S/25070/Add.13, S/25070/Add.17, S/25070/Add.21, S/1994/20/Add.17, S/1994/20/Add.29 et S/1995/40/Add.2)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3611e séance, tenue le 20 décembre 1995, comme convenu lors de ses consultations antérieures; il était saisi de la lettre datée du 8 décembre 1995, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants permanents de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Chili, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Grèce, du Honduras, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, de la Malaisie, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Turquie et de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1995/1025). La séance a été suspendue et reprise une fois.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants des pays suivants : Algérie, Australie, Autriche, Brésil, Canada, Colombie, Cuba, Égypte, Espagne, Grèce, Inde, Irlande, Japon, Luxembourg, Malaisie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, République de Corée, Tunisie, Turquie, Ukraine et Zimbabwe, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

La situation en République de Bosnie-Herzégovine (voir S/23370/Add.36, S/23370/Add.40, S/23370/Add.43, S/23370/Add.45, S/25070/Add.1, S/25070/Add.4, S/25070/Add.7, S/25070/Add.8, S/25070/Add.9, S/25070/Add.11, S/25070/Add.12, S/25070/Add.13, S/25070/Add.15, S/25070/Add.16, S/25070/Add.18, S/25070/Add.19, S/25070/Add.22, S/25070/Add.23, S/25070/Add.24 et Corr.1, S/25070/Add.26, S/25070/Add.29, S/25070/Add.34, S/25070/Add.37, S/25070/Add.45, S/1994/20, S/1994/20/Add.4, S/1994/20/Add.6, S/1994/20/Add.8, S/1994/20/Add.10, S/1994/20/Add.13, S/1994/20/Add.14, S/1994/20/Add.15, S/1994/20/Add.16, S/1994/20/Add.17, S/1994/20/Add.20, S/1994/20/Add.21, S/1994/20/Add.23, S/1994/20/Add.25, S/1994/20/Add.34, S/1994/20/Add.37, S/1994/20/Add.38, S/1994/20/Add.44, S/1994/20/Add.45, S/1994/20/Add.46, S/1994/20/Add.47, S/1994/20/Add.49, S/1995/40, S/1995/40/Add.1, S/1995/40/Add.6, S/1995/40/Add.15, S/1995/40/Add.17, S/1995/40/Add.24, S/1995/40/Add.26, S/1995/40/Add.27, S/1995/40/Add.28, S/1995/40/Add.29, S/1995/40/Add.31, S/1995/40/Add.35, S/1995/40/Add.36, S/1995/40/Add.40, S/1995/40/Add.47, S/1995/40/Add.48 et S/1995/40/Add.49; voir également S/22110/Add.38, S/22110/Add.47, S/22110/Add.50, S/23370/Add.1, S/23370/Add.5, S/23370/Add.7, S/23370/Add.14, S/23370/Add.19, S/23370/Add.21, S/23370/Add.23, S/23370/Add.24, S/23370/Add.26, S/23370/Add.28, S/23370/Add.29, S/23370/Add.31, S/23370/Add.32, S/23370/Add.35, S/23370/Add.37, S/23370/Add.40, S/23370/Add.46, S/23370/Add.49, S/23370/Add.50, S/25070/Add.4, S/25070/Add.8, S/25070/Add.13, S/25070/Add.17, S/25070/Add.21, S/25070/Add.24 et Corr.1, S/25070/Add.26, S/25070/Add.28, S/25070/Add.30, S/25070/Add.32, S/25070/Add.33, S/25070/Add.37, S/25070/Add.39, S/25070/Add.40, S/25070/Add.41, S/25070/Add.42, S/1994/20/Add.12, S/1994/20/Add.26, S/1994/20/Add.31, S/1994/20/Add.45, S/1994/20/Add.49, S/1995/40/Add.2, S/1995/40/Add.5, S/1995/40/Add.12, S/1995/40/Add.16, S/1995/40/Add.19, S/1995/40/Add.23, S/1995/40/Add.30, S/1995/40/Add.32, S/1995/40/Add.39, S/1995/40/Add.44 et S/1995/40/Add.46)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3612e séance, le 21 décembre 1995, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi du rapport du Secrétaire général présenté en application de la

résolution 1019 (1995) du Conseil de sécurité concernant les violations du droit international humanitaire commises dans les zones de Srebrenica, Zepa, Banja Luka et Sanski Most (S/1995/988).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de la Bosnie-Herzégovine et de la Turquie, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution présenté par les pays suivants : Allemagne, Argentine, États-Unis d'Amérique, France, Italie, République tchèque et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (S/1995/1047), auquel il a apporté quelques modifications d'ordre rédactionnel.

Le Conseil de sécurité a mis aux voix le projet de résolution S/1995/1047 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1034 (1995) (pour le texte, voir S/RES/1034 (1995); à paraître dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995).

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3613^e séance, le 21 décembre 1995, comme convenu lors de consultations antérieures; il était saisi du rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 1026 (1995) du Conseil de sécurité (S/1995/1031 et Add.1).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la Bosnie-Herzégovine, sur sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur le texte d'un projet de résolution qui avait été élaboré lors des consultations du Conseil (S/1995/1049).

Le Conseil de sécurité a ensuite mis aux voix le projet de résolution S/1995/1049 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1035 (1995) (pour le texte, voir S/RES/1035 (1995); à paraître dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995).

La situation en Angola (voir S/25070/Add.4, S/25070/Add.10, S/25070/Add.17, S/25070/Add.22, S/25070/Add.23, S/25070/Add.28, S/25070/Add.37, S/25070/Add.44, S/25070/Add.50, S/1994/20/Add.5, S/1994/20/Add.10, S/1994/20/Add.21, S/1994/20/Add.25, S/1994/20/Add.31, S/1994/20/Add.35, S/1994/20/Add.38, S/1994/20/Add.42, S/1994/20/Add.43, S/1994/20/Add.48, S/1995/40/Add.5, S/1995/40/Add.9, S/1995/40/Add.14, S/1995/40/Add.18, S/1995/40/Add.31 et S/1995/40/Add.40; voir également S/22110/Add.21, S/23370/Add.12, S/23370/Add.27, S/23370/Add.37, S/23370/Add.40, S/23370/Add.43, S/23370/Add.48 et S/23370/Add.51)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3614^e séance, le 21 décembre 1995, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM III) (S/1995/1012).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de l'Angola, sur sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a déclaré qu'à l'issue de ses consultations, le Conseil l'avait autorisé à faire en son nom une déclaration, dont il a donné lecture (pour le texte, voir S/PRST/1995/62) et qui sera publiée dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995.

La situation en Croatie (voir S/25070/Add.37, S/1995/40/Add.5, S/1995/40/Add.16, S/1995/40/Add.17, S/1995/40/Add.19 et S/1995/40/Add.23, S/1995/40/Add.30, S/1995/40/Add.31, S/1995/40/Add.35, S/1995/40/Add.39, S/1995/40/Add.46 et S/1995/40/Add.47); voir également S/22110/Add.38, S/22110/Add.47, S/22110/Add.50, S/23370/Add.1, S/23370/Add.5, S/23370/Add.7, S/23370/Add.14, S/23370/Add.16, S/23370/Add.19, S/23370/Add.21, S/23370/Add.23, S/23370/Add.24, S/23370/Add.26, S/23370/Add.28, S/23370/Add.29, S/23370/Add.31, S/23370/Add.32, S/23370/Add.35, S/23370/Add.36, S/23370/Add.37, S/23370/Add.40, S/23370/Add.43, S/23370/Add.45, S/23370/Add.46, S/23370/Add.49, S/23370/Add.50, S/25070/Add.1, S/25070/Add.4, S/25070/Add.7, S/25070/Add.8, S/25070/Add.9, S/25070/Add.11, S/25070/Add.12, S/25070/Add.13, S/25070/Add.15, S/25070/Add.16, S/25070/Add.17, S/25070/Add.18, S/25070/Add.19, S/25070/Add.21, S/25070/Add.22, S/25070/Add.23, S/25070/Add.24 et Corr.1, S/25070/Add.26, S/25070/Add.28, S/25070/Add.29, S/25070/Add.30, S/25070/Add.32, S/25070/Add.33, S/25070/Add.34, S/25070/Add.37, S/25070/Add.39, S/25070/Add.40, S/25070/Add.41, S/25070/Add.42, S/25070/Add.45, S/1994/20, S/1994/20/Add.4, S/1994/20/Add.6, S/1994/20/Add.8, S/1994/20/Add.10, S/1994/20/Add.12, S/1994/20/Add.13, S/1994/20/Add.14, S/1994/20/Add.15, S/1994/20/Add.16, S/1994/20/Add.17, S/1994/20/Add.20, S/1994/20/Add.21, S/1994/20/Add.23, S/1994/20/Add.25, S/1994/20/Add.26, S/1994/20/Add.31, S/1994/20/Add.34, S/1994/20/Add.37, S/1994/20/Add.38, S/1994/20/Add.44, S/1994/20/Add.45, S/1994/20/Add.46, S/1994/20/Add.47, S/1994/20/Add.49, S/1995/40, S/1995/40/Add.1, S/1995/40/Add.2, S/1995/40/Add.6, S/1995/40/Add.12, S/1995/40/Add.14, S/1995/40/Add.15, S/1995/40/Add.18, S/1995/40/Add.24, S/1995/40/Add.26, S/1995/40/Add.27, S/1995/40/Add.28, S/1995/40/Add.29, S/1995/40/Add.32, S/1995/40/Add.36 et S/1995/40/Add.37, S/1995/40/Add.44, S/1995/40/Add.48 et S/1995/40/Add.49)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 3615e séance, le 22 décembre 1995, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme en Croatie, établi conformément à la résolution 1019 (1995) du Conseil de sécurité (S/1995/1051).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la Croatie, sur sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a indiqué que, à la suite de consultations entre les membres du Conseil, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte, voir S/PRST/1995/63) et qui sera publiée dans les Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995.